

Coup de gueule du Député-Bourgmestre Daniel Senesael sur l'impact du « Tax shift » sur les recettes communales liées à l'IPP.

Les communes doivent faire face à de nombreuses difficultés financières depuis plusieurs années déjà. Les décisions irréflechies du fédéral comme la fin des allocations pour les chômeurs de longue durée qui sont renvoyés vers les CPAS n'ont de cesse de mettre les communes à terre. Dans ce contexte financier qui reste extrêmement tendu et anxiogène en rendant les finances locales toujours plus préoccupantes, les communes ont à subir les désavantages du « Tax shift », ce virage fiscal décidé par le gouvernement MR/N-VA censé alléger les prélèvements sur le travail et les faire porter sur d'autres types de revenus ou de comportement.

Ainsi pour Estaimpuis, cela se traduit notamment par une diminution des recettes liées aux additionnels de l'IPP. Alors que les prévisions pour 2016 qui nous avaient été rendues par le SPF Finances tablaient sur un montant de 3.099.046,07 €, nous avons finalement perçu 3.027.261,42 € soit **une diminution de 71.784,65 €**. Sans compter que c'est avec un mois de retard que cette décision a été notifiée aux autorités communales avec pour conséquence qu'il est à présent légalement impossible de modifier les budgets déjà inscrits jusqu'à la fin de l'année. Alors que la bonne gouvernance est légitimement au cœur des préoccupations, comment voulez-vous y parvenir dans de telles conditions ?

Pour 2017, les prévisions nous donnent un montant de 2.884.300,36 €. Cela constitue une nette diminution par rapport aux prévisions de 2016 (**214.745,71 € de moins**) et il est encore fort à parier que le montant que nous toucherons réellement sera une fois de plus amputé de plusieurs dizaines de milliers d'euros.

Ainsi, l'allègement d'impôts et de charges sociales que le gouvernement MR/N-VA offre aux entreprises à travers son « Tax Shift » imbuvable – qui rappelons-le devait être neutre budgétairement et donc ne pas coûter un seul centime – il le fait donc payer aux communes. C'est à elle que revient encore l'obligation de passer à la caisse et de mettre en application le crédo de ce gouvernement des droites : « Faire toujours plus avec toujours moins », le tout au détriment de nos concitoyens. Il s'agit là d'un intolérable transfert de l'impopularité fiscale du Fédéral vers l'échelon local que je dénonce fermement. A force de tirer sur la corde déjà bien usée, elle va finir par céder et cela n'est plus acceptable !